

Faux-semblants : un programme contre l'éducation complète à la sexualité qui entrave les droits humains

RÉSUMÉ

L'éducation complète à la sexualité (ECS) est un programme d'études sur l'enseignement et l'apprentissage des aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. La désinformation sur l'ECS et les formes croisées de stigmatisation de la sexualité des adolescents et adolescentes sont autant de difficultés pour les enfants et les jeunes à accéder à des informations et des services adaptés à leur âge. Les données montrent que les parents et les enseignants sont prêts à mettre en œuvre des programmes d'ECS, mais que le manque de ressources et de soutien à la formation crée des obstacles supplémentaires. Lorsque ces acteurs clés sont impliqués dans l'élaboration et la planification du programme d'études, ils comprennent la nécessité et la valeur de l'ECS pour la protection des enfants.

L'ECS n'est pas seulement un droit humain et un élément clé de l'égalité des genres, mais vise aussi à assurer la sécurité des enfants et à construire des sociétés inclusives. Les enfants et les jeunes doivent avoir la possibilité de développer de la confiance en soi et des compétences de prise de décisions saines en matière de choix reproductifs - des informations qui sont disponibles dans le cadre des programmes d'ECS. En outre, l'ECS accroît la capacité des parents à avoir des conversations essentielles avec leurs enfants, et à s'assurer que leurs enfants et leurs communautés bénéficient d'informations, d'une éducation et de services de SDSR vitaux de la part d'experts.

Malgré l'impact positif avéré de l'ECS sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), il existe un mouvement en croissance qui s'oppose aux programmes éducatifs pour des raisons morales ou religieuses. Au cours de la dernière décennie, tandis que les gouvernements intègrent des programmes d'ECS, des acteurs internationaux de la lutte contre les droits, basés principalement aux États-Unis, ont mobilisé des activistes du Sud pour plaider auprès des Nations Unies contre les droits des femmes et des jeunes à l'information et aux services de SDSR. Ils s'impliquent également dans des mouvements nationaux et régionaux visant à fermer les programmes d'ECS.

Refuser aux enfants et aux jeunes les informations et les compétences nécessaires pour se développer de manière sûre et saine ne devrait pas être une stratégie politique. Pourtant, l'opposition à l'ECS joue sur les craintes et les présupposés concernant l'avortement, la contraception, l'égalité entre les genres, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les faux récits disséminés par les groupes d'opposition, les gouvernements conservateurs et d'extrême droite, et leurs réseaux ont un impact secondaire : saper la légitimité des Nations Unies et des normes et cadres des droits humains.

Il est d'autant plus urgent de comprendre l'opposition à l'ECS que l'année 2023 offre de nombreuses possibilités de faire progresser les initiatives éducatives au niveau mondial. Il est impératif de mettre en lumière les preuves empiriques et scientifiques de l'efficacité de l'ECS, ainsi que de reconnaître que les gouvernements du monde entier font des programmes d'éducation sexuelle une priorité nationale. Le rapport d'Ipas, Faux-semblants : un programme contre l'éducation complète à la sexualité qui entrave les droits humains, décrit les principaux

acteurs du mouvement anti-ECS et leurs liens entre eux, avec les États membres de l'ONU et avec d'autres tendances anti-droits mondiales, régionales et nationales. Ce détail éclaire le débat sur l'ECS en montrant en quoi le mouvement anti-ECS est un mouvement financé qui ne reflète pas les expériences vécues, mais est plutôt un effort néocolonialiste pour déstabiliser un outil pédagogique qui a été développé en partenariat avec les familles, les enseignants et les représentants du gouvernement.

Recommandations clés

Comprendre la stratégie, les tactiques et les récits des acteurs anti-droits permet aux défenseurs, aux représentants de l'ONU et aux principaux décideurs de continuer à défendre l'ECS et l'accès à des services complets de SDR, y compris l'avortement légal et sécurisé, et l'autonomie corporelle pour tous et toutes. Pour contrer efficacement la désinformation sur l'ECS et les arguments fallacieux promus par ces groupes et certains États membres, les défenseurs des droits humains doivent envisager de :

- **Rappeler aux principales parties prenantes et aux décideurs que la famille, dans toute sa diversité et ses valeurs traditionnelles, ne s'oppose pas à l'ECS ni à la SDR en général.** Le respect mutuel, la dignité, l'autonomie corporelle et l'humanité partagée sont des valeurs essentielles et sont au cœur de tous les programmes d'ECS.
- **Rappeler aux représentants des pays, aux ministères de la Santé et de l'Éducation et aux autres acteurs clés que les groupes anti-droits actifs à l'ONU et dans d'autres**

forums internationaux n'ont aucune expérience technique en matière d'éducation ou de santé, et encore moins en matière d'ECS.

- **Souligner que de nombreux groupes anti-droits ne sont pas des mouvements locaux basés dans les communautés.** Si certains existent au niveau infranational, de nombreux organismes ou mouvements qui se présentent comme « locaux » sont soutenus par des groupes d'autres pays.
- **Mettre en évidence en quoi le travail des organisations anti-droits fait partie d'un mouvement patriarcal anti-droits plus vaste.** Leurs attaques ne concernent pas seulement l'ECS, mais s'inscrivent dans le cadre de tendances anti-droits plus vastes contre l'égalité des genres et la démocratie. Leurs politiques et leurs actions ne répondent pas aux besoins des enfants et des adolescents, mais contribuent au contraire à aggraver les crises de santé publique, notamment les grossesses non intentionnelles et le VIH.

Il est essentiel que nous continuions à promouvoir les principes de la démocratie et de la pluralité et que nous utilisions une approche du développement intersectionnelle et fondée sur les droits pour faire progresser l'égalité des genres ainsi que les droits et le bien-être de chacun. Favoriser des sociétés inclusives où les enfants et les jeunes sont en bonne santé et éduqués leur permet de réaliser pleinement leur potentiel et de prendre des décisions éclairées qui, à leur tour, permettent le développement social et économique des pays..

Consultez le travail sur le suivi des questions de droits humains et de genre d'Ipas sur www.ipas.org pour le rapport complet d'Ipas et plus de ressources sur les mouvements anti-droits et anti-genre.